

Commission des Finances

Procès-verbal de la réunion du 29 novembre 2024

Ordre du jour :

1. 8414 **Projet de loi portant modification :**
1° de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;
2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
3° de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;
4° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;
5° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif
- Rapporteur : Madame Diane Adehm
- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

2. 8388 **Projet de loi portant modification :**
1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;
3° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
- Rapporteur : Madame Diane Adehm
- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- Présentation et adoption d'un projet de rapport

3. 8186A **Projet de loi portant modification :**
1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;

- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale
 - Rapporteur : Monsieur Laurent Mosar
 - Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. 8406 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :
- 1° transposer l'article 1er de la directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises ;
 - 2° transposer l'article 1er, points 1), 2), 7), 12), 16) et 20) de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée
 - Rapporteur : Monsieur Maurice Bauer
 - Examen de l'avis du Conseil d'État
 - Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires
5. 8444 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 et modifiant :
- 1° la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;
 - 2° la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques ;
 - 3° la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ;
 - 4° la loi modifiée du 14 décembre 2016 portant création d'un Fonds de dotation globale des communes ;
 - 5° la loi modifiée du 21 décembre 1998 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 1999 ;
 - 6° la loi modifiée du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014 ;
 - 7° la loi modifiée du 7 août 2023 relative au logement abordable ;
 - 8° la loi du 22 mai 2024 portant introduction d'un paquet de mesures en vue de la relance du marché du logement ;
 - 9° la loi modifiée du 19 décembre 2014 relative 1) aux mesures de soutien pour les artistes professionnels indépendants et pour les intermittents du spectacle 2) à la promotion de la création artistique ;
 - 10° la loi modifiée du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures ;
 - 11° la loi modifiée du 21 novembre 1984 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg, d'une part, et les Länder de Rhénanie-Palatinat et de la Sarre de la République Fédérale d'Allemagne, d'autre part, portant nouvelle réglementation de la pêche dans les eaux frontalières relevant de leur souveraineté commune, signée à Trèves, le 24 novembre 1975 ;
 - 12° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;
 - 13° la loi modifiée du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile ;
 - 14° la loi modifiée du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ;
 - 15° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.

et abrogeant :

1° la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à mettre en place un fonds de relance et de solidarité et un régime d'aides en faveur de certaines entreprises ;

2° la loi modifiée du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises

- Rapporteur : Madame Corinne Cahen

8445 Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028

- Rapporteur : Madame Corinne Cahen

- Examen des avis du Conseil d'État

- Examen des avis des chambres professionnelles

*

Présents : Mme Diane Adehm, M. Guy Arendt, M. Maurice Bauer, M. André Bauler, Mme Taina Bofferding, M. Jeff Boonen remplaçant M. Michel Wolter, Mme Corinne Cahen, M. Sven Clement, M. Franz Fayot, M. Fred Keup, Mme Paulette Lenert remplaçant M. Claude Haagen, M. Laurent Mosar, Mme Sam Tanson, M. Charles Weiler remplaçant M. Marc Spautz,

M. Gilles Roth, Ministre des Finances

M. Carlo Fassbinder, Directeur de la Fiscalité (Ministère des Finances)

M. Nima Ahmadzadeh, Directeur de l'IGF (Ministère des Finances)

Mme Stella Huber, Directrice de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA

Mme Sandra Denis, M. Matthieu Gonner, M. Jean-Claude Neu, du Ministère des Finances

Mme Viviane Ries, de l'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA (AED)

M. Marc Reiter, du groupe parlementaire CSV

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Claude Haagen, M. Marc Spautz, M. Michel Wolter

*

Présidence : Mme Diane Adehm, Présidente de la Commission

*

1. 8414 **Projet de loi portant modification :**

1° de la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'administration des contributions directes ;

2° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ;

3° de la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs ;

4° de la loi modifiée du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial (« SPF ») ;

5° de la loi modifiée du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif

Madame le rapporteur présente en détail le contenu de son rapport, avis complémentaire du Conseil d'État compris.

Le projet de rapport est approuvé par 9 voix pour et 4 abstentions (Mmes Bofferding, Lenert, Tanson, M. Clement).

Les membres de la Commission optent pour le modèle 1 pour les débats en séance plénière.

- 2. 8388** **Projet de loi portant modification :**
1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune (« Vermögensteuergesetz ») ;
3° de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Madame le rapporteur présente en détail le contenu de son rapport, avis complémentaire du Conseil d'État compris.

Le projet de rapport est approuvé par 9 voix pour et 5 abstentions (Mmes Bofferding, Lenert, Tanson, MM. Clement, Fayot).

Les membres de la Commission optent pour le modèle 1 pour les débats en séance plénière.

- 3. 8186A** **Projet de loi portant modification :**
1° de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 (« Abgabenordnung ») ;
2° de la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes, des droits d'accise sur l'eau-de-vie et des cotisations d'assurance sociale ;
3° de la loi modifiée du 19 décembre 2008 ayant pour objet la coopération interadministrative et judiciaire et le renforcement des moyens de l'Administration des contributions directes, de l'Administration de l'enregistrement et des domaines, de l'Administration des douanes et accises et portant modification de
- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée ;
- la loi générale des impôts (« Abgabenordnung ») ;
- la loi modifiée du 17 avril 1964 portant réorganisation de l'Administration des contributions directes ;
- la loi modifiée du 20 mars 1970 portant réorganisation de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ;
- la loi modifiée du 27 novembre 1933 concernant le recouvrement des contributions directes et des cotisations d'assurance sociale

Monsieur le rapporteur présente en détail le contenu de son rapport, avis complémentaire du Conseil d'État compris. Il présente brièvement les avis des chambres professionnelles et de la CNPD qui sont résumés dans son projet de rapport.

Le projet de rapport est approuvé à l'unanimité.

Les membres de la Commission optent pour le modèle de base pour les débats en séance plénière.

4. **8406** **Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée aux fins de :**
1° transposer l'article 1er de la directive (UE) 2020/285 du Conseil du 18 février 2020 modifiant la directive 2006/112/CE relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée en ce qui concerne le régime particulier des petites entreprises et le règlement (UE) 904/2010 en ce qui concerne la coopération administrative et l'échange d'informations aux fins du contrôle de l'application correcte du régime particulier des petites entreprises ;
2° transposer l'article 1er, points 1), 2), 7), 12), 16) et 20) de la directive (UE) 2022/542 du Conseil du 5 avril 2022 modifiant les directives 2006/112/CE et (UE) 2020/285 en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée

Le rapporteur présente le contenu de l'avis du Conseil d'État et du projet de lettre d'amendements communiqué aux membres de la Commission des Finances par courriel du 28 novembre 2024.

Le projet de lettre d'amendements est approuvé à l'unanimité.

5. **8444** **Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2025 et modifiant (...)**
8445 **Projet de loi relative à la programmation financière pluriannuelle pour la période 2024-2028**

La rapporteuse du budget, Mme Corinne Cahen, résume les considérations générales de l'avis du Conseil d'État.

Les membres de la Commission n'ont pas de questions ou de commentaires concernant les avis des chambres professionnelles.

*

Le ministre des Finances annonce que le projet de règlement grand-ducal portant modification du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 2016 portant exécution de l'article 104, alinéa 3 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu ayant trait à la fiscalité relative aux voitures de fonction mises à disposition par l'employeur, évoqué au cours de la réunion du 22 novembre 2024 et en lien avec le projet de loi budgétaire 2025, vient d'être approuvé par le Gouvernement en Conseil ce matin-même.

Le texte de ce règlement sera transmis aux membres de la Commission des Finances.

*

M. Sven Clement (Piraten) signale que la Chambre des Députés reçoit un certain nombre d'avis ou de prises de position d'organismes qui ne sont pas publiés sur le site internet de la Chambre des Députés. Selon lui, la Conférence des Présidents se serait en principe prononcée en faveur de la publication de ce type de document (les documents ne seraient dans ce cas de figure pas publiés en tant que documents parlementaires). La Commission

européenne aurait d'ailleurs également recommandé une publication dans ce sens. Dans ce contexte, M. Clement fait allusion à l'avis de la FLLAM (Fédération Luxembourgeoise des Laboratoires d'Analyses Médicales) relatif au projet de loi budgétaire 2025. En réponse à un courrier de cette dernière, le Président de la Chambre des Députés l'a informée du fait que la décision de la publication d'un avis qui ne lui a pas été transmis par le service central de législation peut être prise au sein de la commission parlementaire concernée.

Les membres de la Commission des Finances constatent n'avoir reçu aucune demande de publication de l'avis en question.

6. Divers

La Présidente informe les membres de la Commission que le 12 décembre 2024 à 10h00 aura lieu une réunion jointe avec la Commission de la Justice pour évacuer le projet de loi 8370 (CSRD).

Luxembourg, le 29 novembre 2024

Procès-verbal approuvé et certifié exact